

Auteur:Egypte

Commission: Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

Problématique: “Comment les États membres de l’Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d’un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?”

Notre pays maintient des accords d'association qui constituent la base juridique des relations de l'UE dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV). Il englobe l'Égypte avec l'Algérie, la Jordanie, la Tunisie, la Syrie, les territoires palestiniens, le Maroc, le Liban et la Libye et Israël. De même, au titre V, chapitre premier, article 21 des dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union européenne, il est indiqué qu'elle exécutera des politiques et des actions dans tous les domaines afin de consolider et de soutenir la démocratie, de maintenir la paix, de prévenir conflits, renforcer la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'aux principes de l'Acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris. En 2016, nous avons signé une importante ligne de crédit avec le FMI pour soutenir notre gouvernement dans les différents projets d'envergure qui ont été réalisés depuis l'arrivée d'Al Sissi tels que la construction de logements sociaux, les projets d'irrigation, les grands projets d'infrastructure et transport ... etc. L'objectif principal de notre pays est de consolider une société démocratique socialement équitable, en améliorant les conditions de vie de la population, ce qui à son tour conduit à des avancées démocratiques dans le régime et empêchera les citoyens de soutenir des options politiques extrémistes. En ce qui concerne ce dernier aspect, comme éviter la résurgence de groupes politiques extrémistes comme celui représenté par le précédent gouvernement des frères musulmans de notre pays, nous avons reçu le soutien économique et militaire de différents États membres de l'Union européenne et en dehors des États-Unis, il appartient à l'Égypte d'être un État exempt de terrorisme, ce qui à son tour assure la stabilité dans la région. Le régime Al Sissi œuvre pour établir de bonnes relations avec d'autres pays du Moyen-Orient comme Israël, la Libye ou les monarchies arabes du Golfe. L'influence stratégique de l'Égypte à Gaza grâce au Sinaï, lui a permis d'agir à plusieurs reprises en tant que médiateur en moments de tension entre le Hamas et Israël. En 2007, l'Égypte était l'hôte de plusieurs aquifères localisés issus du cessez-le-feu du régime syrien avec des groupes d'opposition syriens soutenus par l'Arabie saoudite.

Un autre exemple du soutien apporté par le gouvernement à d'autres pays en faveur de l'éradication du terrorisme islamiste est celui que nous offrons au gouvernement et à l'armée libyennes. De même, en 2007, notre pays s'est joint à l'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et à Bahreïn pour rompre les relations diplomatiques et bloquer le Qatar, entre autres raisons dues au soutien de ce dernier aux Frères musulmans et au refus de resserrer les rangs avec l'Iran. L'Égypte est un pays central au Moyen-Orient et dans le monde arabe depuis deux siècles. C'est pourquoi nous pouvons ratifier que le gouvernement d'Al Sissi a très clairement ses priorités géopolitiques, cherchant à être l'axe sur lequel s'appuient les trois continents qui l'entourent. Une déstabilisation de l'Égypte, pays arabe le plus peuplé et pivot entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, aurait des effets plus catastrophiques que les conflits syriens ou libyens avec un impact direct sur une Europe dont les frontières de sécurité commencent au-delà de la côte sud de Mare Nostrum.